



## Après les annonces de Macron

Emmanuel Macron, comme d'habitude, s'est félicité de sa bonne gestion de la crise sanitaire et de son pendant économique et social.

Pourtant la pandémie est toujours là et seule la vaccination semble l'arme indispensable. La gestion de cette question par Emmanuel Macron et le gouvernement a été erratique et irresponsable. C'est la raison principale de la défiance malheureusement massive vis-à-vis du vaccin.

Alors qu'il avait dit précédemment le contraire, la vaccination va devenir obligatoire pour les personnels de santé qui sont menacés par Olivier Véran de ne plus être payés s'ils ne sont pas vaccinés. Pour tout le monde à partir du 1<sup>er</sup> Août le pass sanitaire sera obligatoire dans beaucoup de lieux du quotidien (bars, centres commerciaux...) Les tests deviendront payants à l'automne. En ce qui concerne le pass sanitaire, l'impréparation et la désorganisation dominant, le gouvernement n'ayant tiré aucun enseignement de ses échecs d'hier.

Si l'on peut estimer que c'est une nécessité collective, l'obligation pour les personnels soignants n'aurait pas dû se faire ainsi mais en concertation et en confiance : dans le monde de la santé, particulièrement parmi les personnels les plus mal rémunérés et les plus exploités, la confiance dans les institutions et les politiques de santé publique ne peut pas être restaurée sans une réforme radicale : revalorisation salariale massive, amélioration immédiate des conditions de travail, arrêt des politiques de fermeture de lits et de services et de la destruction de l'hôpital public.

Pour autant, *Ensemble !* ne s'associe pas aux manifestations contre le pass sanitaire, dont les mots d'ordre prennent prétexte de la défense des libertés individuelles sans envisager de politique sanitaire collective. Nous nous opposons à leurs discours et au champ politique dans lequel ils s'inscrivent, celui du complotisme et de l'extrême-droite. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un front social et politique qui s'oppose à la politique du gouvernement, à commencer par la réforme de l'assurance chômage, massivement rejetée et qui sera d'autant plus violente dans le contexte de crise économique qui s'annonce.

Le 17 juillet 2021